LA BEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.

No. 81, rue Chartres.

Journal ordinaire.....$12 } payable d'avance
Do [illegible] $10 }

CANDIDATS WHIGS
CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.
POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS,
WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.
POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS,
JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

NOUVELLE-ORLEANS :
MARDI MATIN, 11 FEVRIER 1840.

ASSEMBLEE WHIG.

Les whigs de la Nlle-Orléans sont invités à se réunir jeudi, à 7 heures du soir, dans la salle de l'Hôtel St. Charles.

Le général LELLIE COMBS, l'un des représentants du Kentucky à la convention nationale de Harrisburg, et l'ami de M. Clay, assistera à cette assemblée et doit prononcer un discours. Le général Combs a servi sous les ordres du général Wm. Harrison dans l'armée du Nord Ouest, et personne mieux que lui ne peut refuter les calomnies que la presse Loco foco vomit tous les jours contre l'homme que le peuple des Etats-Unis appelle de tous ses vœux à la place insigne de premier magistrat de l'Union.

DU RAPPORT SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Ce rapport qui a été lu dans la séance du 4 courant à la Chambre des Représentans, est rédigé dans un excellent esprit; il propose certaines améliorations qu'on ne saurait trop promptement réaliser. La plus importante de ces améliorations, celle qui doit amener successivement toutes les autres, c'est la création d'une direction de l'instruction publique. Le secrétaire d'Etat qui la réclame, insiste sur l'importance qu'elle doit avoir et il a grandement raison. Les faits exposés dans la première partie du rapport suffiraient au besoin pour en démontrer la nécessité.

Que se passe-t-il en effet dans ce moment? Les établissemens d'instruction publique, écoles de paroisse, collèges et académies, sont en grand nombre en Louisiane, et sous ce point de vue, peut-être déjà répondent-ils aux besoins de la population qui comprend le prix d'une éducation libérale. Malheureusement tous ces établissemens ne sont pas en relation assez suivie avec l'administration; envain demande-t-elle des rapports trimestriels qui lui donnent les lumières dont elle a besoin: une partie seulement s'en acquitte avec exactitude ces rapports; l'autre se dispense de la faire; et de cette façon l'administration n'a que des données fort incomplètes sur ces institutions, heureuse encore lorsque les renseignemens qu'elle reçoit, sont satisfaisants! Dans un pareil état de chose, que peut-elle faire? Elle n'est pas fixée sur le nombre, encore moins sur la valeur des différens établissemens d'instruction publique; elle ne peut apprécier par conséquent les besoins des différentes localités, non plus que savoir sur qui doivent tomber ses encouragemens et ses secours: elle ne peut donc donner à cette branche importante, la direction générale qu'elle doit recevoir et les développemens importans qu'elle demande.

La création d'un bureau spécial de l'instruction publique est donc d'une absolue nécessité, et le bien qu'il pourrait produire est immense. Il régulariserait les rapports des différentes institutions avec le gouvernement, fournirait à la Législature tous les documens nécessaires pour l'éclairer dans le vote des améliorations, proposerait les mesures à prendre pour que les centres d'instruction répondissent complètement aux besoins des localités qui les entourent, dirigerait les secours vers les établissemens qui le méritent le mieux par leur utilité et leur bonne direction, organiserait en un mot l'Instruction publique: l'ordre et la vie remplacerait le désordre et la mort qui se montrent dans cette partie importante de l'ordre social depuis plus long temps! Il y a quelque chose de si sublime, il y a une énergie et puissance d'une tout autre nature qu'on ne le pense ni de bien vrai ni de bien net. Il faut pourtant se résoudre d'une pareille source; et nous comptons sur le *Bruseur de Fantômes*; mais il ne viendra que jeudi. Ce soir, à la place, nous aurons *Thème de Chiery*.

CONGRES

Mercredi, 29 janvier.

On a fait peu de chose au Sénat. Le département de la guerre a adressé une communication, vu l'augment le nombre des prisonniers massacrés et le montant des propriétés détruites durant la dernière guerre contre les Indiens.

Le président a envoyé la suite de la correspondance relative à la question des frontières et l'impression en a été ordonnée.

M. Webster a reproduit la résolution qu'il avait présentée sur la navigation à vapeur, et après quelques observations sur le sort de Lexington, il a consenti à la déposer sur le bureau pour qu'elle subisse tous les changemens que seront nécessaires.

Dans la Chambre on s'est occupé de n-avant de l'ennemour. Une assez longue discussion est ce sujet a eu engagé; elle a été une résultat, et la Chambre n'a pris aucune résolution.

VIRGINIE.—Après plusieurs scrutins dans résultat qui est occupé toute la journée et dorée jusqu'à une heure assez avancée de la soirée du 31 janvier, une résolution a été adoptée dans les deux chambres pour remettre indéfiniment l'élection. Ainsi la Virginie n'aura pas encore de représentation complète dans le Sénat des Etats-Unis. A plusieurs reprises différentes, il n'a manqué qu'une voix à M. Ryan pour être élu. MM. Bayley, Smith et Crafford ont constamment refusé de voter et c'est sur eux que doit tomber la responsabilité de ce qui en passe.

GRAND INCENDIE A NEW-YORK.

Le 27 janvier dernier, le feu se déclara vers sept heures du soir dans South-Street; un parriat à l'étoile de la partie, mais il éclata de nouveau vers 3 heures du matin dans le grand magasin de thé de M. Th. H. Smith. Ce magasin a été consumé entièrement ainsi que toutes les marchandises qu'il contenait. Plusieurs autres maisons dans le voisinage ont été également la proie des flammes. On estime la perte totale à environ $1,500,000. Les propriétés détruites étaient assurées pour environ $380,000.

Le Journal *Hartford Eagle* dit que l'ambassadeur d'Espagne prête le gouvernement des Etats-Unis, doit le 1 Août. Son excellence recevra ce jour-là de la cour de district de rendre les esclaves qu'ils ont à bord et contre le jugement en accusée le droit de sauvetage sur la goélette.

SENAT DE LA LOUISIANE

PRESIDENCE DE M. GARITA.

Séance du 10 Février.

Le président reprend son siège. Les membres présens sont MM. Garita, président, Adams, Brown, Dorlangy, Dupré, Dupré, Hiriart, Hoa, Perry, Perrin, Scott de Baton Rouge, Thibodeaux et Winn.

Le président connaît une communication de la Banque du Gaz, contenant un état de situation des affaires de cette institution. Le bien est déposé sur le bureau de cette institution.

M. WINN, au nom du comité judiciaire auquel avait été retiré le bill relatif aux successions, rapporte un bon de ce projet de loi au bill adopté par la Chambre des Représentans, et intitulé: "Bill pour assurer les bons droits des successions de gains et d'acquêts."

Le bill ainsi modifié a été mis au bureau pour être mis à l'ordre du jour.

Le même membre au nom du même comité auquel avait été référé l'acte pour encourager les compromis entre les débiteurs et leurs créanciers, présente le dit bill sans amendement et en demande l'impression. Accordé.

COUR D'ACCUSATION.—AFFAIRE DU JUGE DOSWORTH.

Sur la demande de M. HOA, le Sénateur ayant été absent de l'Ouest le juge Félix Bernard, que les ordres ont été donnés pour l'arrêter, et que le jugement qui a été rendu sur une communication de ce fait, demandant l'opinion du Sénat sur une communication de ce fait, demandant l'opinion du Sénat sur une communication de ce fait, demandant l'opinion du Sénat